

ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS, ALIMENTAIRES ET
TECHNOLOGIQUES

Hôpital Bicêtre

78, rue du Général Leclerc

94270 Le Kremlin Bicêtre

Tél : 01 53 14 69 00

Fax: 01 53 14 69 99

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Consultation N°25.046

Objet : Exécution d'un forage de reconnaissance géothermique sur la nappe du Lutétien dans le cadre du projet de construction du nouvel Hôpital Universitaire du Grand Paris à Saint-Ouen

La durée contractuelle du présent marché s'étend de la date de notification jusqu'à la date de fin de garantie de parfait achèvement d'un an à compter de la date de réception

La durée prévisionnelle d'exécution à compter de la notification de l'ordre de service est de 6 mois.

Ce document comprend 30 pages, il est associé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1	Objet.....	4
1.2	Cadencement des travaux.....	5
1.3	Forme des prix	5
1.4	Durée.....	5
1.5	Prescriptions relatives au site	5
1.6	Stockage de véhicule sur la voie publique	6
1.7	Options	6
1.8	Variante	6
1.9	Certificats	6
1.10	Etat et connaissance du site	7
1.11	La sous-traitance.....	7
1.12	Maîtrise d'ouvrage	8
1.13	Prestaires intellectuelles.....	8
1.13.1	La Maîtrise d'Œuvre	8
1.13.2	Mission de coordination sécurité et protection de la santé	8
1.13.3	Contrôleur Technique	8
ARTICLE 2.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	8
2.1	Pièces particulières et ordre de priorité des pièces contractuelles.....	8
2.2	PIECES GÉNÉRALES (NON FOURNIES, REPUTÉES CONNUES)	9
ARTICLE 3.	PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DES PRIX – RÉGLEMENT DES COMPTES	9
3.1	Répartition des paiements	9
3.2	Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et règlements	9
3.2.1	Contenu des prix	10
3.2.2	Règlement des travaux	12
3.2.3	Modalités de règlement des comptes – décomptes mensuels – décompte final	14
3.3	Variation des prix.....	15
3.3.1	Application de la taxe sur la valeur ajoutée	15
3.3.2	Paiement des sous-traitants	15
ARTICLE 4.	DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS ET PRIMES	16
4.1	Délai d'exécution.....	16
4.2	Calendrier détaillé d'exécution.....	17
4.3	Prolongation des délais d'exécution	17
4.3.1	Intempéries.....	17
4.3.2	Modification des délais d'exécution	18
4.4	PÉNALITÉS - RETENUES.....	19
4.4.1	Pénalités et retenues pour retard dans l'exécution.....	19
4.4.2	Autres pénalités.....	20
4.4.3	Cumuls des pénalités	21
4.4.4	Affectation de pénalités	21
4.4.5	Prime pour avance	21
4.5	Délais et retenues pour remise des documents à fournir après exécution	21
ARTICLE 5.	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÉCURITÉ - GARANTIES	21
5.1	Régimes des garanties.....	22
5.2	Avance	22
5.3	Cession ou nantissement des créances.....	22
5.4	Retenue de garantie	22
ARTICLE 6.	PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE.....	22
6.1	Provenances des matériaux et produits	22
6.2	Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	23
6.3	Caractéristiques – Qualités – Vérifications – Essais et épreuves des matériaux et produits	23
6.3.1	Vérifications, Essais et Épreuves des matériaux et produits sur le chantier	23
6.3.2	Vérifications, et Surveillance avant livraison sur le chantier des matériaux et produits	23

6.3.3	Autres essais et vérifications des matériaux et produits.....	24
6.4	Prise en charge – Manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage	24
6.5	Fiabilité des ouvrages et matériels au jour fixe pour la réception	24
ARTICLE 7.	PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	24
7.1	Période de préparation – Programme d'exécution des travaux.....	24
7.1.1	Période de préparation.....	24
7.1.2	Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux – Vérifications préalables.....	24
7.2	Plans d'exécution – Etudes de détails – Etude de synthèse.....	25
7.2.1	Généralités.....	25
7.2.2	Elaboration des plans d'exécution.....	25
7.3	Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail	25
7.3.1	Dommages causes aux voies publiques et privées	25
7.4	Autorisations.....	26
7.5	Echantillons - Prototypes.....	26
7.6	Réunions	26
7.6.1	Réunions de chantier « maître d'œuvre ».....	26
7.6.2	Visites de chantier	26
7.7	Recours, contraventions, amendes.....	27
ARTICLE 8.	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	27
8.1	Essais et contrôle des ouvrages	27
8.2	Réception	27
8.2.1	Généralités.....	27
8.2.2	Dispositions particulières.....	27
8.3	Levée des réserves	28
8.4	Documents fournis après exécution.....	28
8.5	Délai de garanties	28
8.6	Assurances et garanties	28
8.6.1	Garantie de parfait achèvement d'un an.....	28
8.6.2	Garantie décennale	28
8.6.3	Attestation d'assurance.....	29
ARTICLE 9.	RESILIATION.....	29
ARTICLE 10.	LITIGES.....	29
ARTICLE 11.	DEROGATION AU CCAG TRAVAUX.....	30
ARTICLE 12.	VISAS.....	30

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet

Le présent CCAP concerne la réalisation d'un forage de reconnaissance géothermique sur la nappe du Lutétien dans le cadre du projet de construction du nouvel Hôpital Universitaire du Grand Paris à Saint-Ouen (93).

Présentation de l'opération

L'Hôpital Universitaire Saint-Ouen Grand Paris Nord (HUSOGPN) est un projet de construction d'un nouvel hôpital regroupant les activités MCO des hôpitaux Bichat et Beaujon à Saint-Ouen-Sur- Seine.

L'hôpital s'intègre dans le Campus Hôpital Universitaire Saint-Ouen Grand Paris Nord (CHUSOGPN) avec l'installation sur les parcelles au nord de la voie ferrée des activités d'enseignement et de recherche de la faculté de médecine de l'Université Paris Cité et sur la parcelle sud de l'hôpital.

Site et surface

Le site retenu pour la construction de HUSOGPN est une parcelle, située au 23 avenue du capitaine Glarner d'environ 40 000 m2, bordée :

- Au nord par une voie ferrée de frêt
- Au sud par la rue Farcot
- A l'est par la rue Louis Blanc
- A l'ouest par l'avenue du capitaine Glarner

L'opération de démolition/dépollution du site a été réalisée de novembre 2021 à mai 2024 (DOE en cours de vérification) avec une démolition complète de tous les bâtiments et un décaissement total du site sur 3m en moyenne (poche de pollution ponctuelle à 9m).

Selon relevé géomètre du site état après démolition et dépollution en annexe 2 au présent CCAP

Les travaux du présent CCAP décrits au CCTP concernent la réalisation d'un forage reconnaissance de géothermie qui intègrent :

- Les démarches administratives pour la réalisation y compris les demandes de voirie ;
- L'implantation par un géomètre du point de forage, selon les coordonnées transmises ;
- La réalisation d'une fouille manuelle pour la reconnaissance des réseaux si nécessaire et les travaux préparatoires pour l'accès et la mise en sécurité du site y compris plateforme de travail si nécessaire
- L'amenée et repli du matériel de chantier ;
- La réalisation d'un forage géothermique de reconnaissance ;
- Le nettoyage et développement du forage ;
- Les essais de pompage et/ou d'injection dans le forage ;
- Les diagraphies de contrôle sur chaque ouvrage ;
- L'analyse physico-chimique de la nappe ;
- La fermeture provisoire de l'ouvrage ;
- Le rapport de fin de travaux et interprétation ;
- La gestion des déchets inhérents au chantier ;
- Les mesures environnementales pour l'intervention sur site y compris la remise en état du site.

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 4 sur 30

1.2 Cadencement des travaux

Compte-tenu du planning de l'opération, le Maître d'Ouvrage souhaiterait réaliser le forage de reconnaissance dès que possible en début d'année 2025 pour valider la productivité de la nappe. L'ensemble des travaux et remise du DOE doivent être terminés pour septembre 2025 au plus tard. Le planning prévisionnel de la mission est joint en annexe 1 au présent CCAP cadre les différentes étapes de la mission.

1.3 Forme des prix

Le présent marché est à prix forfaitaire. Il est composé de sous-détail de prix au sein de la décomposition du prix global et forfaitaire.

En application des articles R2112-6 et R2112-7 et R2112-3 du code de la commande publique, les prix du marché seront forfaitaires, définitifs et actualisables dans les conditions fixées au CCAP.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique.

1.4 Durée

La durée contractuelle du présent marché s'étend de la date de notification jusqu'à la date de fin de garantie de parfait achèvement d'un an à compter de la date de réception.

La durée prévisionnelle d'exécution à compter de la notification de l'ordre de service est de :

- 1 mois d'études d'exécution et de préparation,
- 3 mois de travaux (compris 1 mois maximum de mobilisation des équipes)
- 1 mois à compter de la fin des travaux pour la remise des DOE.
- Parfait achèvement : 1 an

1.5 Prescriptions relatives au site

Les travaux seront réalisés sur le terrain du futur hôpital qui a fait l'objet d'une première phase de travaux de démolition et dépollution.

Le plan géomètre de l'état du site est joint en annexe 2 au présent CCAP.

IL n'y aura pas de travaux en cours pendant l'intervention du titulaire. Le site est gardienné par l'APHP 24h/24h et le titulaire devra informer au préalable à toute intervention (nom des intervenants, période...) et respecter l'ensemble des règles de sécurité s'appliquant au site.

Le titulaire devra assurer l'ensemble des mesures de sureté et de sécurité pour son accès depuis l'entrée du site jusqu'à son emprise d'intervention.

Le site ne possède aucune alimentation en eau et électricité, le titulaire devra réaliser les démarches et paiement de toutes les prestations nécessaires par rapport à ses besoins.

Le site se trouve dans un environnement urbain dense. Le titulaire devra informer de son planning et flux prévisionnels au préalable démarrage travaux et respecter strictement les règles en vigueur. Sur le respect des niveaux sonores et vibratoires, le nettoyage des roues de camions avant sortie emprise chantier, les horaires de travail réglementaires (samedi et dimanche non travaillés).

L'entreprise a obligation de mettre en œuvre immédiatement et sur simple demande de la Maîtrise d'Ouvrage ou de la Maîtrise d'Œuvre toute action corrective visant à remédier à une situation venant perturber l'environnement.

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 5 sur 30



Vue du site / juin 2024 @AC Barbier

1.6 Stockage de véhicule sur la voie publique

Les travaux seront effectués dans un environnement urbain dense et contraint.

Le présent chantier ne doit générer aucun désordre en termes de circulation motorisée dans l'environnement de l'hôpital. D'autre part, tout stockage de véhicule sur la voie publique, même pour une courte durée, est strictement interdit sous peine d'une pénalité prévue dans le présent CCAP.

1.7 Options

Le présent marché ne comporte pas d'option :

1.8 Variante

Le présent marché comprend une variante qui sera effective si elle est notifiée au titulaire.

La variante identifiée sous le nom de "variante n°1 : Tubes de soutènement en INOX 316" distincte sur la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) comprend le remplacement des tubes de soutènement du forage prévu en acier en inox.

Cette variante comprend la fourniture et la mise en place d'un tube INOX 316 en diamètre 323 mm de 40,50 de profondeur et un tube INOX 316 en diamètre 508 mm de 10 m de profondeur en lieu et place des tubes en acier. Cette variante comprend également la fourniture et la mise en place d'un tube INOX 316 en diamètre 508 mm de 3 m de hauteur par rapport au sol.

1.9 Certificats

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 6 sur 30

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

1.10 Etat et connaissance du site

Le titulaire est réputé s'être rendu sur le site pour mesurer :

- l'importance et la nature des travaux à effectuer ;
- toutes les difficultés d'exécution ;
- l'état des constructions existantes

Le titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son offre d'une connaissance insuffisante du site, lieux et terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments susceptibles d'interférer dans l'exécution des travaux ou moyens d'accès aux bâtiments, voies de passage pour les véhicules, contraintes d'accès, etc.

Le titulaire s'engage sur un prix global et forfaitaire permettant de réaliser la globalité de son contrat en assurant le respect des conditions d'intervention sur site et par rapport à l'environnement urbain.

1.11 La sous-traitance

Les éléments référencés dans le présent paragraphe sont des obligations qui doivent être préalablement respectées avant tout commencement d'exécution des prestations objet de la sous-traitance.

En application des articles R.2193-3 du code de la commande publique, le titulaire devra transmettre au Département Immobilier et Investissements (DII) et ce, pour chaque sous-traitant, les documents suivants :

L'acte spécial (DC4) dûment complété et signé indiquant :

- Le nom, la raison sociale, l'adresse du Titulaire ;
- Le nom, la raison sociale, l'adresse du sous-traitant ;
- Les natures précises des prestations sous-traitées avec indication des lignes concernées de la DPGF ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Le montant de l'auto-liquidation le cas échéant ;
- Les conditions de paiement et les modalités de variation des prix ;
- Le compte à créditer ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une attestation précisant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- Une attestation stipulant qu'aucune cession ni nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant ;
- Une copie du contrat de sous-traitance sur demande d'ACHAT ;
- Les attestations fiscales et parafiscales des sous-traitants.

Il est rappelé que seule l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement par la transmission d'une copie du DC4 signé par une personne habilitée autorise la réalisation de la prestation par le sous-traitant. Le non-respect de cette obligation donnera lieu aux sanctions prévues aux articles 4.4.2 du présent CCAP.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre en application de l'article R.2193-1 du code de la commande publique :

- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L2141-1 à L2141-6 ;
- Les références du sous-traitant dans le domaine de la prestation sous-traitée ;

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 7 sur 30

- Les effectifs, chiffre d'affaires et organisation du sous-traitant ;
- La nature et la localisation précise des tâches sous-traitées, avec les lignes de la DPGF concernées ;
- Les titres professionnels des personnes appelées à exécuter la prestation sous-traitée ;
- La méthodologie du sous-traitant pour l'exécution de la prestation.

1.12 Maîtrise d'ouvrage

L'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris est le Maître d'Ouvrage. La conduite d'opération du projet est assurée par le Département Immobilier et Investissements (DII), Service de la Maîtrise d'Ouvrage, 55 boulevard Diderot, CS 22305, 75610 Paris cedex 12.

1.13 Prestataires intellectuelles

1.13.1 La Maîtrise d'Œuvre

BET Technique :

INGEROP

18 rue des Deux Gares – CS 70081, 92563 Rueil-Malmaison Cedex

Tél : +33(0)1 49 04 68 84

BET CVC :

OTEIS

15-17 rue Raoul Nordling, 92270 Bois-Colombes

Tél : + 33 (0)1 56 69 19 40

BET Géothermie :

StratéGéo Conseil

26 rue des Carriers Italiens, 91 350, Grigny

Tél : +33 (0)1 75 30 25 20

1.13.2 Mission de coordination sécurité et protection de la santé

Sans objet.

1.13.3 Contrôleur Technique

Société BTP Consultants

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues par le Titre II de la loi du 04.01.78 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives de chaque marché sont les suivantes et prévalent les unes sur les autres dans l'ordre progressif de leur énumération.

2.1 Pièces particulières et ordre de priorité des pièces contractuelles

Les pièces contractuelles constitutives du marché sont énumérées ci-après. Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessous.

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du :7/2/25	Page 8 sur 30

1. L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe financière
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
CCAP Annexe 1: planning prévisionnel
CCAP annexe 2 : relevé géomètre du site fichier PDF et fichier DWG « CCAP_annexe 2_1244997-01-Etat des lieux du 15-10-2024 »
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)
CCTP Annexe 1 : implantation prévisionnelle de l'ouvrage
CCTP annexe 2 : coupe géologique et technique prévisionnelle à partir du fond de fouille actuel
4. Diagnostics hydrogéologiques et de sols :
 - 221201 ANTEA A120278_HUSOGPN_Note Hydrogéologique_VA
 - 231116 ANTEA A120895_HUGPN_Saint-Ouen_G2-PRO_Gypse_vD
 - R1809098_GEOTEC_Prelevements et analyses de sol_SAINTE OUEN - VA
5. Le cahier des clauses administratives générales travaux (CCAG du 30 mars 2021), objet du marché
6. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.
7. La décomposition du prix global et forfaitaire, dont seuls les prix d'unités sont contractuels
8. L'offre du candidat, y compris son mémoire technique.

Ordre de priorité entre les documents écrits et les documents graphiques :

Au cours de l'exécution du marché, les intervenants seront amenés à s'échanger des informations sous forme informatique (plans, notes, etc.). En cas de contradiction entre documents écrits et graphiques, la MOE précisera l'ordre de priorité, qui s'appliquera aux entreprises, même si c'est la disposition la plus onéreuse et contraignante qui doit être prise en compte.

Les documents graphiques seront toujours dupliqués sous forme écrite, PDF et lisible par l'émetteur.

2.2 PIECES GENERALES (NON FOURNIES, REPUTEES CONNUES)

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix (Mois M0 défini à l'Acte d'Engagement) :

1. Le code de la commande publique.
2. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux du 30 mars 2021.
3. Les cahiers des charges des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.).
4. Les Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (C.C.S. – D.T.U.).
5. En l'absence du C.C.S. – D.T.U., les règles, recommandations et guides techniques publiés par les Unions Nationales Professionnelles adhérentes à la Fédération Nationale du Bâtiment.
6. Les normes européennes et françaises (CEN) homologuées et éditées par l'AFNOR.
7. Les avis techniques en vigueur.
8. La réglementation relative à la sécurité incendie dans les ERP.
9. Les différents textes réglementaires concernant l'acoustique.
10. Le règlement sanitaire départemental.
11. La réglementation relative à la sécurité et à la protection de la santé.
12. L'ensemble des textes administratifs ou techniques auxquels par sa nature est soumise l'opération.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

3.1 Répartition des paiements

L'Acte d'engagement indique ce qui doit être réglé à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

3.2 Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et règlements

Les prix sont exprimés en euros hors T.V.A et toutes taxes comprises.

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 9 sur 30

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés selon les stipulations de l'Acte d'engagement par un prix global et forfaitaire.

Le titulaire est réputé s'être rendu sur le site pour mesurer :

- l'importance et la nature des travaux à effectuer ;
- toutes les difficultés d'exécution ;
- l'état des constructions existantes

Le titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son offre d'une connaissance insuffisante du site, bâtiments existants, lieux et terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments susceptibles d'interférer dans l'exécution des travaux ou moyens d'accès aux bâtiments, voies de passage pour les véhicules, conditions climatiques, contraintes d'accès, etc.

Le titulaire s'engage sur un prix global et forfaitaire permettant de réaliser la globalité de son contrat en assurant les conditions optimales de nuisances minimales à l'environnement, de la sécurité et l'hygiène à toutes les phases du chantier.

3.2.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont établis en tenant compte des stipulations de l'Article 10.1 du CCAG complété par ce qui suit, et en considérant comme inclus :

- toutes les sujétions normalement prévisibles : intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des travaux, des frais d'études d'exécution n'entrant pas dans la mission de la maîtrise d'œuvre, ainsi que des études de synthèse ;
- les dispositions imposées dans le CCTP ;
- des sujétions d'organisation du chantier dans le site.

Les entreprises devront notamment :

- nettoyer régulièrement la zone de chantier, pendant les travaux ;
- établir et afficher un plan de circulation des camions et engins de chantier dans la zone chantier ;
- informer et sensibiliser les ouvriers et leurs responsables, y compris les sous-traitants, aux risques liés aux travaux objets du présent CCAP ;
- maintenir en service et en toute sécurité 24 h/24 les voies empruntées par les véhicules de tous gabarits et tonnage et par les piétons ;
- prendre compte des frais spéciaux cités dans le présent document ;
- prendre en compte les frais de coordination du titulaire du marché vis-à-vis de ses sous-traitants éventuels ou cotraitants, ainsi que la marge du mandataire ou du titulaire pour la défaillance éventuelle des cotraitants ou des sous-traitants chargés de l'exécution d'une partie des prestations du lot concerné ;
- savoir que pour les ouvrages modificatifs demandés par le maître de l'ouvrage (complément de programme), aucune plus-value ne sera accordée sur le montant forfaitaire desdits frais de coordination pour une masse de travaux modificatifs inférieure ou égale à 15 % de la masse initiale ;
- installer à leurs frais, les garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et toiles nécessaires, tant pour satisfaire aux règlements de police que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments ;
- respecter toutes les normes de sécurité conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux lors des opérations comportant la mise en œuvre notamment d'appareils thermiques ;
- être garants de l'exploitation normale du domaine public et des services publics ;
- être conscients des frais consécutifs à des interventions dont les horaires seraient imposés à l'entrepreneur compte tenu des nécessités de fonctionnement de la SNCF,

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 10 sur 30

- être conscients des frais liés à la réalisation des études ou reprises d'études et mises à prix nécessaires à la réalisation de devis pour les travaux modificatifs demandés par la Maîtrise d'œuvre, qu'ils soient ou non suivis de réalisation, cette incidence étant intégrée dans chaque prix unitaire de la DPGF ;
- prendre à leur charges toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients provenant des bruits d'origines diverses (camions, tous engins à moteur thermique, compresseurs, scie, tous outils à percussion, etc.). Il est à noter que tous les travaux bruyants ou générateurs de vibrations devront faire l'objet de dispositions particulières soumises à l'approbation préalable de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage. Ces dispositions devront être le plus efficace possible pour supprimer toutes nuisances. La maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage pourront exiger sans suppléments de prix tous dispositifs à même de supprimer totalement toutes ces nuisances dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- prendre en compte toutes les réglementations locales concernant notamment : les odeurs, fumées, gaz (moteur thermique, papiers, emballages, etc.) poussières d'origines diverses (ponçages, démolitions, enlèvements de gravois, etc.) ; les détritux divers et gravois, stockage interdit à l'extérieur de l'emprise du chantier ; l'état défectueux des voies d'accès, boues et gravois au passage des engins et camions, tranchées pour canalisations.

Les exigences qui devront être intégrées dans l'offre sont :

- que seul l'emploi de compresseurs insonorisés est autorisé ;
- qu'il sera fait interdiction de brûler quoi que ce soit sur place ;
- que dans le cas d'inobservations de ces dispositions, il sera appliqué les mesures coercitives précisées à l'article 4.4 ci-après ;
- qu'en cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrages, les frais résultants des remplacements et mises en état incombent à l'entrepreneur, sans que ces dépenses puissent donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du Maître de l'Ouvrage ou à une prolongation de délais ;
- des frais relatifs aux prescriptions du coordonnateur S.P.S et, notamment, aux frais d'installation de chantier ;
- des frais de remise en état des abords après enlèvement des installations de chantier.
- les frais nécessaires aux moyens à mettre en place pour rattraper un éventuel retard, notamment travail en double équipe, en horaires décalés ou le samedi.

Il est rappelé que l'entrepreneur devra prendre toutes mesures nécessaires pour interdire strictement la propagation des poussières en-dehors de la zone de chantier.

Les prix sont établis en tenant compte de toutes les dispositions prises pour respecter le délai. Les prix tiennent compte de la nécessité éventuelle de travailler en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels (travail en plusieurs postes ou pendant les jours normalement non ouvrés), ainsi que pour des besoins spécifiques de maintien en fonctionnement de l'hôpital en activité (exemple coupure des réseaux, etc.). Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG, l'obtention des autorisations administratives nécessaires au chantier, telles que les autorisations d'occupation temporaire du domaine public, incombent à l'entrepreneur, ainsi que les frais éventuels y afférents.

Les prix sont réputés également comprendre :

- les frais découlant de la situation du site et de son environnement ;
- les sujétions dues aux exigences techniques de divers organismes de sécurité, de vérification des installations techniques et des contrôleurs techniques ;
- par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, les réparations dues pour dégradations des voies publiques seront entièrement à la charge de l'entrepreneur ;
- toutes les charges directes et indirectes découlant de l'application du présent CCAP et de ses annexes ;
- les frais découlant des obligations en matière de mises à disposition anticipées ;
- les frais d'assurance ;
- les frais de constat d'état des lieux avant le démarrage des travaux ;

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 11 sur 30

- les frais de protection des ouvrages et de leur entretien jusqu'à la date de levée des réserves ;
- les frais de nettoyage quotidien des lieux, notamment les abords du chantier, les installations de chantiers, les ouvrages en construction, les aires de stockages des matériels et des matériaux, etc. ;
- les frais résultants des conditions d'exécution exposées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières des différents lots ;
- par dérogation au chapitre 6 du C.C.A.G. travaux, que c'est l'Entrepreneur qui supporte les frais de cessions, licences et obtient les autorisations nécessaires à l'utilisation et à l'emploi de matériaux, matériels, procédés de fabrication couverts par des brevets, licences, dessins, ou modèles, marques de fabrique ou de commerce, qu'il serait amené à utiliser, même si ces matériaux, matériels, procédés de fabrication lui sont imposés par les documents contractuels ;
- les frais d'études d'exécution n'entrant pas dans la mission de la maîtrise d'œuvre ;
- les sujétions liées au maintien en fonctionnement de tous les réseaux du site ;

Les entrepreneurs fourniront dans les 8 jours à compter de la date de la demande du maître d'œuvre un sous-détail de chacun des prix du bordereau des prix unitaires ou de la DPGF, désignés par le maître d'œuvre.

3.2.2 **Règlement des travaux**

3.2.2.1 Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés à prix global et forfaitaire

Le règlement des différentes prestations se fera à l'avancement.

3.2.2.2 Règlement des prix ou des ouvrages ou des travaux non prévus

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir à des clauses de réexamen incluses au CCAP de la présente consultation, en application des articles R 2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique. Ces modifications pourront intervenir par l'établissement d'avenants en application du CCAP. Ces modifications seront formalisées comme suit :

1. Des fiches de demande de modifications seront émises par le Maître d'œuvre. Elles mentionneront la définition des travaux non prévus.
2. L'entreprise concernée devra fournir au maître d'œuvre, dans un délai de dix jours ouvrables maximum à compter de la date de notification de la demande, un devis de travaux. Le cas échéant, chaque nouveau prix devra être justifié au moyen de sous-détails.

Ce devis sera établi dans les formes du cadre remis par le Maître d'œuvre en accord avec le Maître de l'ouvrage. Il devra être détaillé et accompagné des métrés ; il reprendra les codes et références figurant dans le DPGF ou les sous-détails de prix d'unité. Il comprendra tout élément graphique nécessaire à sa compréhension.

Les prix unitaires du marché seront appliqués et sont réputés tenir compte des frais d'études et de chiffrage.

Les ordres de service valorisés pour travaux modificatifs seront établis et signés par le Maître d'œuvre, signés par le maître d'ouvrage puis notifiés à l'entrepreneur.

Les ordres de service sans incidence financière pour l'exécution de prestations que la maîtrise d'œuvre estime être due au marché ou nécessaires au bon marché du chantier seront établis, signés et validés par le seul maître d'œuvre ou le seul OPC.

Lorsque les travaux modificatifs ordonnés par le Maître de l'Ouvrage modifient l'importance de certaines natures d'ouvrages mentionnées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, la modification correspondant à ces prix est calculée en appliquant aux quantités ordonnées en plus ou en moins, les prix unitaires de la décomposition.

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 12 sur 30

Lorsque les travaux modificatifs ordonnés par le Maître de l'Ouvrage sont assimilables à des ouvrages figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire, les prix de ces ouvrages sont appliqués.

Lorsque les prescriptions des deux alinéas ci-avant ne sont pas applicables, les travaux modificatifs ordonnés par le Maître de l'Ouvrage sont réglés à l'aide de prix nouveaux intégrant les frais d'études arrêtés en accord avec la maîtrise d'œuvre, établis sur les mêmes bases que ceux portés dans la décomposition du prix d'unités. En l'absence d'accord, les nouveaux prix seront arrêtés par la maîtrise d'œuvre et par la maîtrise d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 15.1 du C.C.A.G, la diminution limite de la masse des travaux pour un marché forfaitaire est portée à 15 % de la masse initiale.

3.2.2.3 Décision de poursuivre

La décision de poursuivre est un acte unilatéral signé par le seul maître d'ouvrage et reprenant les ordres de service valorisés signés depuis le démarrage du chantier.

Elle a pour objet de permettre l'exécution et le paiement des prestations au-delà du montant initial du marché, dans la limite d'une augmentation de 15%.

La décision de poursuivre, comme l'avenant, modifie le montant initial du marché. En dérogation à l'article 14 du CCAG Travaux, le « montant contractuel des travaux » est le montant du marché initial auquel s'ajoute le montant des avenants et des décisions de poursuivre.

En dérogation à l'article 14.2.2 du C.C.A.G Travaux portant sur les changements de besoins ou de conditions d'utilisation, le seuil de 10 % est porté à 15 %.

En dérogation à l'article 14.3 du C.C.A.G Travaux relatif à l'augmentation du montant des travaux par rapport au montant contractuel, l'augmentation limite fixée au dit article est portée de 5% à 15 % du montant contractuel du marché.

3.2.2.4 Sous détail des prix unitaires et de prix nouveaux.

A la première demande du Maître d'Ouvrage, l'entrepreneur fournira sous 10 jours ouvrables les sous détails de prix unitaires qui lui seront demandés afin de définir l'économie des prix du marché.

Chaque sous détail de prix unitaires sera présenté en respectant le modèle suivant :

SOUS-DETAIL DE

A. FOURNITURES

Quantité	Prix d'achat	Total
Matériau principal l'ouvrage de		
matériaux accessoires		
TOTAL =		

Coefficient pour livraison, manutentions, tous transports à pied d'œuvre, stockage = €

B. MAIN D'ŒUVRE

Suivant qualification des divers intervenants sur le chantier.

Quantité ¹	Prix d'heures 2	Total
TOTAL =		

Coefficient de charges sociales ³ =

Total hors T.V.A. = €

Coefficient de vente (frais généraux, aléas, bénéfice) =

Soit PRIX DE VENTE =

..... €

3.2.3 Modalités de règlement des comptes – décomptes mensuels – décompte final

3.2.3.1 Généralités

Les travaux, objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Les décomptes mensuels seront présentés conformément à l'article 12.1 du CCAG Travaux. Les décomptes sont cumulatifs. Ils sont établis obligatoirement par valorisation des tâches.

3.2.3.2 Décomptes mensuels

Les décomptes seront présentés par l'entreprise dans le logiciel de facturation **EDIFLEX**.

L'entreprise mandataire dresse mensuellement pour lui, les co-traitants éventuels et les sous-traitants un projet de décompte mensuel des travaux exécutés. Pour ce faire, il devra renseigner dans le progiciel Edilex la liste des postes du bordereau de prix correspondant avec leurs numéros d'article, l'avancement étant exprimé en pourcentage du montant total de chaque poste. Il devra renseigner le montant à payer par sous-traitant et joindre les factures correspondantes des sous-traitants signées, tamponnées des sous-traitants et validées par le titulaire.

Le mois « M » est égal au mois de la situation. La date du « T0 » qui enclenche le décompte des 50 jours du délai de paiement de la situation démarre le premier jour du mois « M+1 » ou du jour de remise de la situation si elle est postérieure au premier jour du mois « M+1 ». Le titulaire devra impérativement avoir remis sa situation au maximum le 7ème jour calendaire du mois « M+1 ».

Dans le cas contraire sa situation sera traitée le mois « M+ 2 ». La date du « T0 » sera alors le premier jour du mois « M+2 » ou du jour de remise de la situation si elle est postérieure au premier jour du mois « M+2 ».

Pour les marchés à prix forfaitaires, les décomptes mensuels sont cumulatifs et établis en prenant pour base la décomposition du prix forfaitaire jointe par l'entrepreneur à son A.E. ou éventuellement celle détaillée en millièmes. Dans le cas de marchés à prix unitaires, les décomptes mensuels sont également cumulatifs et doivent comporter tous les détails nécessaires (quantités et prix unitaires) permettant un contrôle aisé.

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 14 sur 30

3.2.3.3 Acomptes

Le paiement des acomptes mensuels est subordonné à l'acceptation des décomptes visés ci-dessus par le maître d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage.

Des acomptes seront mandatés mensuellement d'après les décomptes mensuels intégrant la révision des prix.

3.2.3.4 Délai minimum de paiement

Le délai maximum de paiement est de 50 (cinquante) jours.

Au-delà du délai maximum de paiement prévu à l'article R2192-11 de la commande publique, les intérêts moratoires sont dus de plein droit.

3.2.3.5 Décompte final

Les travaux feront l'objet d'un projet de décompte dans les conditions fixées au CCAG.

Le décompte identifiera clairement la partie forfaitaire du marché, les postes afférents à des travaux modificatifs, ainsi que la révision. Il identifiera également le montant de chaque acompte facturé et le montant réel réglé par le Trésor Public. Les entrepreneurs doivent en conséquence créer dès le démarrage de l'opération un tableau reprenant pour chaque situation les montants demandés en base et révisions, les montants corrigés par le réviseur, et les montants réglés in fine par le Trésor Public.

Avant la présentation du projet de décompte à la maîtrise d'œuvre, l'entrepreneur devra impérativement :

- avoir levé l'ensemble des réserves émises lors de la réception ;
- avoir réglé l'ensemble des problématiques liées aux actes spéciaux de sous-traitance ;
- avoir présenté lors du dernier décompte avant le projet de décompte général une proposition de paiement assurant le règlement de l'intégralité des sommes dues à chacun de ses sous-traitants.

3.3 Variation des prix

Le marché est à prix fermes.

3.3.1 Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Le montant des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde feront apparaître :

- les taux de TVA fixés par la réglementation en vigueur ;
- les montants de la TVA résultant de l'application de ceux-ci aux montants des travaux dans les conditions édictées par cette réglementation.

Les montants des sommes versées aux titulaires seront calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

3.3.2 Paiement des sous-traitants

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 15 sur 30

En application de l'article R2192-11 du code de la commande publique, le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par la personne publique est identique à celui prévu au marché pour le paiement du titulaire.

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6 du C.C.A.G. Travaux. L'utilisation du modèle DC4 est obligatoire.

Les sous-traitants de second rang devront être agréés dans les mêmes conditions que les sous-traitants de premier rang mais ne feront pas l'objet d'un paiement direct.

Par ailleurs, tous les sous-traitants, sans exceptions, intervenants sur le chantier devront figurer sur le panneau de chantier.

Avant la présentation du projet de décompte final, les montants dus au sous-traitant auront impérativement dû être réglés.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'accord écrit et daté de l'entrepreneur, mandataire ou titulaire, pour le règlement de la somme considérée due au sous-traitant au titre du marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant. Le mandataire doit joindre la facture signée par le sous-traitant.

Pour les sous-traitants, l'entrepreneur joint en double exemplaire à la demande d'acompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné, ainsi qu'une facture signée de chaque sous-traitant. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation jointe à la demande d'acompte, signée par l'entrepreneur groupé qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné. Une facture signée de chaque sous-traitant est jointe à l'envoi. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

En application de la loi de finances 2014, le titulaire et le sous-traitant reconnaissent se conformer aux dispositions en termes de facturation et d'auto-liquidation de T.V.A. Ainsi, les factures relatives aux opérations de sous-traitance concernées par l'auto-liquidation ne mentionnent pas la T.V.A. Cependant, elles doivent faire apparaître distinctement que la T.V.A. est due par le preneur (le donneur d'ordre) assujetti et porter la mention « auto-liquidation », en application du 13 du I de l'article 242 nones A de l'annexe II au CGI, justifiant l'absence de collecte de la taxe sur la valeur ajoutée par le sous-traitant.

ARTICLE 4. DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 Délai d'exécution

Ils sont décomptés conformément à l'article 18 du CCAG Travaux.

Les stipulations correspondantes figurent :

- dans l'acte d'engagement, pour le délai global des travaux qui comprend les périodes de préparation et congés payés et court à compter de la date indiquée sur l'ordre de service de début d'exécution. Cet ordre de service fixe la date de départ du délai global d'exécution ;
- dans le planning prévisionnel en annexe au CCAP
- il est également précisé que les dates d'achèvement des tâches du planning prévisionnel devront impérativement être respectées. Il est rappelé ici l'importance de la méthodologie présentée par l'entreprise qui est de nature à fiabiliser les délais. Cette méthodologie est contractuelle.

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 16 sur 30

Dans ce délai global sont compris la période de préparation, les périodes de congés payés, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des emplacements mis à la disposition des Entrepreneurs par le Maître de l'Ouvrage pour l'exécution des travaux.

Il est rappelé que ce calendrier ne reflète que les tâches principales, et que l'intervention de l'entreprise doit être prévue en tant que de besoin pendant la durée globale de l'opération et ceci dans le cadre forfaitaire du marché.

4.2 Calendrier détaillé d'exécution

Pendant le mois de préparation des travaux, l'entrepreneur fournira un calendrier détaillé d'exécution compatible avec les délais contractuels et qui devra être ajusté selon les remarques de la maîtrise d'œuvre.

4.3 Prolongation des délais d'exécution

4.3.1 Intempéries

En vue de l'application éventuelle de l'article 18 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles et comprises dans le délai contractuel d'exécution, au sens de l'article 18.2.3 du C.C.A.G Travaux est égal à 5 jours sur la durée du chantier.

Seuls les arrêts du fait d'intempéries, au-delà du nombre de journées réputées prévisibles, ouvriront droit à décompte pour prolongation éventuelle de délais, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

Des délais supplémentaires entraîneront un allongement du délai d'exécution des travaux mais ne donneront en aucun cas droit à rémunération et indemnisation de l'entrepreneur.

La prise en compte des journées ou demi-journées d'intempéries est subordonnée à :

- la constatation faite par le pilote, à la demande de l'entreprise, le jour même et communiquée au maître d'œuvre lors de la réunion de chantier suivante. Elle sera portée au compte-rendu de chantier ;
- un rapprochement de l'entreprise de la station météo de Montsouris afin de fournir au pilote des données conformes aux conditions d'intempéries mentionnées plus loin ;
- la fourniture des justificatifs par production des copies de remboursement de chômage intempéries par la Caisse des Congés Payés du Bâtiment ou la justification officielle par un organisme agréé, après approbation de cet organisme par le maître d'œuvre.

Les journées d'intempéries ne sont prises en compte que pour la part des personnels dont les tâches programmées ont été impossibles du fait des intempéries. Elles ne sont pas prises en compte pour les travaux à réaliser à l'intérieur des locaux mis hors d'eau et hors d'air.

Les journées d'intempéries donnant lieu à prolongation du délai particulier propre à une prestation, et compte tenu des spécifications ci-avant, sont justifiées par l'entrepreneur par la production des copies des remboursements de chômage-intempéries par la caisse des congés payés du bâtiment. Ces justifications sont fournies au fur et à mesure de la constatation des journées d'intempéries donnant lieu à prolongation.

En application de l'article 18 du C.C.A.G Travaux, le délai pourra être prolongé d'une durée égale à celle des intempéries pour les corps d'état touchés par ces intempéries, tel que détaillé ci-après, si leur durée est supérieure au total des intempéries prévues ci-dessus.

Sera considérée, suivant la nature des travaux intéressés, comme journée d'intempéries, à l'exclusion de toute autre, toute journée au cours de laquelle aura été remplie une des conditions mentionnées ci-après et dont les définitions sont les suivantes :

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 17 sur 30

Catégorie	Nature du phénomène	Intensité de base	Durée
A	Pluie	1h et au moins 1 mm	Par demi-journée (de 8h à 13h et de 13h à 18h) : Précipitations qui durent au moins 1h et dépassent les 1mm (1 litre d'eau /m²) Par journée : précipitations d'une hauteur de 10mm sur la journée entière.
B	Vent	60km/h	Par demi-journée (de 8h à 13h et de 13h à 18h) : Rafales de plus de 60km/h.
C	Neige	5 cm	Si à 8h00 l'intensité limite est constatée ou pour des précipitations supérieures à 10 mm d'eau après fonte
D	Gel	-2°C	Par journée : Les jours où la température de l'air sous abri est inférieure à -2°C à l'ouverture du chantier. Par demi-journée : Pour certains travaux, sont décomptés pour 4h les jours où la température est inférieure à +3°C mais supérieure à -2°C

Le poste météorologique de référence est Paris Montsouris.

Nature des travaux pour lesquels sont admises ces conditions :

- Intempéries type A, B, C, D : Travaux de démolition
Pour les intempéries de type B, sont plus particulièrement concernés les travaux sur échafaudages ou assimilés et les grues.

Tâches non soumises aux intempéries :

- Les travaux exécutés à l'intérieur des bâtiments après réalisation du clos-couvert et préchauffage ;
- L'approvisionnement et le transport des matériaux et des personnes.

Pour être prises en compte, les intempéries doivent être déclarées comme arrêtant l'exécution des tâches du calendrier et faire l'objet d'attachements journaliers à soumettre à la maîtrise d'œuvre le jour même.

La maîtrise d'œuvre porte régulièrement le décompte des intempéries au compte-rendu de chantier.

4.3.2 Modification des délais d'exécution

Les délais d'exécution partiels ou globaux pourront être modifiés pour les raisons énumérées ci-après :

- modification apportée aux ouvrages et remettant en cause le délai d'exécution initial,
- mise à jour des calendriers d'exécution nécessitant une adaptation des calendriers pour respecter le délai final.

L'entrepreneur devra être en mesure de justifier, sur la base du calendrier détaillé d'exécution, toute demande de modification de délai, par analyse des durées d'exécution des tâches, du chemin critique et des marges libres.

4.4 PENALITES - RETENUES

Par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, les modalités d'application des pénalités sont définies ci-après.

L'application de pénalités et retenues ne fait pas obstacle aux mesures coercitives définies dans le C.C.A.G. (article 52).

Les pénalités et retenues ne seront pas révisées.

Par dérogation au CCAG, les pénalités s'appliquent dès le premier euro

4.4.1 Pénalités et retenues pour retard dans l'exécution

Les jalons qui peuvent faire l'objet d'application de pénalités de retard à partir de la notification du marché T0 sont :

- Fourniture de l'ensemble des études d'exécution, documents au terme de la période de préparation à TO +1 mois
- Démarrage du forage T0+ 8 semaines
- Achèvement des travaux TO+ 3 mois de travaux (compris 1 mois maximum de mobilisation des équipes)
- Fourniture du rapport /DOE complet et conforme : TO+4 mois après la fin du forage

La pénalité est évaluée à partir des prix initiaux du marché hors TVA.

Le calcul des pénalités et retenues est effectué par le Maître d'Œuvre et fourni à titre indicatif à l'entrepreneur mandataire pour répartition entre ses éventuels co-traitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés. Dans l'attente de cette répartition, le montant global des pénalités et retenues est prélevé à l'entrepreneur mandataire par précompte sur ses demandes mensuelles d'acomptes.

La répartition finale des pénalités entre les éventuels co-traitants pour lesquels le paiement est effectué à des comptes séparés, est fournie par l'entrepreneur mandataire dans un délai de 30 jours calendaires suivant la date de notification de la réception telle qu'elle est prévue au 3 de l'article 41 du C.C.A.G Travaux. Si cette répartition n'est pas fournie dans le délai prévu, le montant total des pénalités est supporté définitivement par l'entrepreneur mandataire.

4.4.1.1 Mode de calcul

En complément des indications de l'article 19 du C.C.A.G Travaux et en cas de retard sur les jalons définis au 4.4.1 du présent CCAP, l'Entrepreneur sera passible d'une pénalité journalière calculée suivant les indications ci-après.

Pour le calcul de cette pénalité, il faut entendre par délai contractuel, le délai compris entre la date du début des travaux de l'entrepreneur notifiée par OS et la date de terminaison des travaux sans neutraliser les diverses interruptions. Ces pénalités peuvent être appliquées, sans mise en demeure, sur simple confrontation entre la date réelle de fin d'exécution de l'entrepreneur et de la date d'expiration des travaux contractuelle.

Le montant de la pénalité ou de la retenue par jour calendaire de retard est fixé par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux à 100 euros par jour calendaire de retard dans la limite de 20% du montant hors taxe du marché.

4.4.1.2 Réfaction pour retard dans les levées des réserves assorties à la réception

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 19 sur 30

Si l'Entrepreneur n'a pas remédié dans le délai fixé à l'article 8.2.3 du présent C.C.A.P. aux imperfections et malfaçons faisant l'objet de réserves assorties au procès-verbal des opérations préalables à la réception, des pénalités de 300 euros HT par jour calendaire de retard et par réserve sont appliquées jusqu'à la date constatée de l'achèvement par la maîtrise d'œuvre.

4.4.2 Autres pénalités

Des pénalités sont automatiquement appliquées dans les cas suivants :

MOTIF	MODE DE CALCUL	FREQUENCE
Autres retards		
Gestion des déchets et des terres polluées		
Situations suivantes sans qu'elles ne soient exhaustives : Dépôts de matériel, matériaux, terres, gravais en dehors des zones prescrites, Dépôt de déchets en dehors de la benne prévue à cet effet, Défaut d'évacuation des gravats	500,00 € à déduire sur le montant total TTC	Par infraction constatée et par jour calendaire jusqu'à mise en conformité
Non fourniture des bordereaux de suivi des déchets	2 500 € à déduire sur le montant total TTC	par document
Non-respect du tri des déchets : absence ou erreurs de tri conduisant à un nombre important de bennes à déchets déclassées) Recours à un collecteur de déchets non validé ou non conforme aux exigences de la charte chantier à faibles nuisances	500,00 €. à déduire sur le montant total TTC	Par infraction Les évacuations non conformes ne seront pas rémunérées
Infraction à la réglementation concernant les déchets : En cas de dépôts sauvages, brulage ou enfouissement illégal des déchets	10 000 € à déduire sur le montant total TTC	Par infraction
L'abattage d'un arbre au cours du chantier, ou la survenance de chocs, manœuvres... rendant nécessaire l'abattage d'un arbre du fait de la dégradation de son état phytosanitaire ou de sa solidité.	10 000,00 € à déduire sur le montant total TTC.	par infraction
Organisation, propreté du chantier et gestion des nuisances		
Les situations suivantes sans qu'elles ne soient exhaustives : Défaut ou retard dans le nettoyage du chantier, de ses abords, des voies d'accès ou non entretien des protections de chantier, Défaut de dispositifs de nettoyage et décroûtage des engins avant sortie du chantier, Démontage non autorisé d'une partie de la clôture ou de protections collectives, défaut d'affichage des panneaux de chantier, stationnement en dehors des zones autorisées sur le chantier, stationnement de véhicules ou d'engins sur la voie publique, pollution de l'eau ou du sol (fuite d'hydrocarbures, etc...), Bruits de chantier au-delà de la limite prescrite par la réglementation et la notice environnementale de chantier à faibles nuisances du projet, matériel de chantier ne permettant pas de réduire les nuisances, non-respect de la procédure d'alerte en cas d'empoussièrément, non-respect de la mise en œuvre d'actions limitant l'empoussièrément	300,00 € à déduire sur le montant total TTC	Pour chaque infraction constatée et par jour calendaire
Absence à une réunion de chantier, réunion d'étude et de coordination ou toute autre réunion sur convocation de la MOA-MOE-OPC-CSPS-BCT, visite de chantier, CISSCT	500,00 € à déduire sur le montant total TTC	Un retard supérieur à 30 min sera assimilé à une absence
Intervention sans autorisation dans l'hôpital existant (en interaction avec l'activité ou les flux de l'hôpital)	1500 € à déduire sur le montant total TTC et arrêt immédiat des travaux dans la zone	Par infraction constatée

L'ensemble des pénalités est applicable de plein droit par simple constatation par la Maîtrise d'Ouvrage, la Maîtrise d'Œuvre, le pilote ou le CSPS, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure à l'Entrepreneur. Elles sont immédiatement déductibles des situations mensuelles de l'Entrepreneur et sont sans préjudice à l'exercice par le Maître de l'Ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation à l'Entreprise des coûts induits par sa négligence.

Dans le cas d'Entrepreneurs groupés payés séparément, les pénalités sont réparties entre ceux-ci conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du Maître de l'Ouvrage à l'égard des autres cotraitants.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de cumuler les pénalités provisoires en les transformant en pénalités définitives au moment de l'établissement du décompte final, ou de les réduire en partie ou totalement, notamment sur proposition du Maître d'Œuvre.

Défaut d'agrément des sous-traitants :

L'agrément écrit de la MOE et de la MOA, ainsi que la visite d'inspection commune avec le CSPS, est un préalable indispensable à toute présence sur site. Toute entreprise dérogeant à la législation se verra immédiatement appliquer une pénalité définitive de 2500 €HT et il sera procédé à une éviction automatique du chantier du sous-traitant non agréé, sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité ou rallongement de délai. Les demandes d'agrément de sous-traitance devront donc être anticipées par les entrepreneurs.

4.4.3 Cumuls des pénalités

Toutes les retenues et pénalités objet des articles du chapitre 4.4 ci-avant sont cumulables entre elles et non plafonnées conformément au CCAG travaux.

4.4.4 Affectation de pénalités

Le produit du montant des pénalités objet des articles 4.3.1 et 4.3.2 ci-avant, vient en atténuation de la dépense due au titulaire. S'il ne peut être précompté, il donne lieu à l'émission d'un ordre de recette.

4.4.5 Prime pour avance

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

4.5 Délais et retenues pour remise des documents à fournir après exécution

En cas de non fourniture, 1 mois après la fin des travaux, en dérogation à l'article 40 du CCAG, des DOE conformes à l'exécution, une retenue forfaitaire provisoire égale à 10 000 € (dix mille euros) net de taxes à déduire sur le montant total TTC sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur. Au-delà de 2 mois suivant la réception, sans mise en demeure préalable si les DOE ne sont pas fournis ou s'ils sont incomplets, la totalité de la retenue provisoire deviendra définitive.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SECURITE - GARANTIES

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 21 sur 30

5.1 Régimes des garanties

En application des articles R2191-36 à R2191-42 du code de la commande publique :

- La garantie à première demande est établie selon un modèle fixé par un arrêté du Ministère chargé de l'Economie et des Finances ;
- L'organisme accordant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le Ministère chargé de l'Economie et des Finances ou le comité des établissements de crédit visé à l'article 29 de la loi n° 84-46 du 24 Janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit ;
- Le Maître d'Ouvrage conserve la liberté d'acceptation ou de non acceptation des organismes apportant leur garantie.

5.2 Avance

Si le titulaire a demandé dans l'acte d'engagement le bénéfice de l'avance forfaitaire, celle-ci sera versée en application des articles L. 2191-3 à L. 2191-12 du code de la commande publique. Le versement est conditionné par la transmission d'une garantie à première demande. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Pour cette consultation, l'option A du CCAG est retenue.

Le taux de l'avance est fixé à :

- 30 % pour les petites et moyennes entreprises
- 20 % pour les entreprises qui ne sont pas PME.

L'avance est versée et remboursée suivant les dispositions du Code de la Commande Publique.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 65 pour cent (65 %) du montant initial du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingts pour cent (80%) du montant du marché.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le Titulaire et, à ceux exécutés par chaque sous-traitant déclaré à paiement direct dans l'Acte d'Engagement.

Les modalités de détermination du montant des avances et des remboursements s'appliquent alors respectivement au montant des travaux exécutés directement par le Titulaire et par chaque sous-traitant dans les douze mois suivant la notification du marché.

5.3 Cession ou nantissement des créances

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

5.4 Retenue de garantie

Le présent marché ne fait pas application de retenue de garantie.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE

6.1 Provenances des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'Entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché (notamment le CCTG), ou déroge aux dispositions desdites pièces.

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 22 sur 30

6.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 Caractéristiques – Qualités – Vérifications – Essais et épreuves des matériaux et produits

Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérification, ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'Entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

L'Entrepreneur adresse au maître d'œuvre et au bureau de contrôle, les procès-verbaux d'essais, effectués par des laboratoires agréés, des matériaux ou éléments de construction qu'il se propose d'employer, ces procès-verbaux attestent que le comportement au feu desdits matériaux ou éléments de construction répond à l'utilisation qui en est prévue.

L'Entrepreneur n'a toutefois pas à produire de procès-verbaux pour les matériaux ou éléments de construction qui seraient déjà munis d'une marque de contrôle NF indiquant leur catégorie de réaction au feu ou leur degré de résistance au feu.

L'Entrepreneur a obligation de soumettre aux services de sécurité, avant le début des travaux correspondants, les projets concernant :

- la nature et la réaction au feu des matériaux envisagés dans les aménagements intérieurs ;
- les installations électriques et d'éclairage (normale et de sécurité) qui devront faire l'objet d'un descriptif détaillé ;
- les dispositions envisagées pour le désenfumage.

En complément des contrôles usuels et normalisés, l'entreprise procèdera aux contrôles et vérifications définis ci-après, en cohérence avec les procédures de contrôle qualité prévues au présent CCAP.

6.3.1 Vérifications, Essais et Epreuves des matériaux et produits sur le chantier

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur les dispositions différentes, les vérifications de qualité seront assurées par un laboratoire ou un organisme de contrôle notoirement connu proposé par le maître d'œuvre.

En particulier, les matériaux et produits doivent être conformes aux prescriptions du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

Les frais de ces vérifications sont à la charge de l'Entreprise.

6.3.2 Vérifications, et Surveillance avant livraison sur le chantier des matériaux et produits

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 23 sur 30

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance seront assurées dans les mêmes conditions qu'au deuxième alinéa de l'article 6.3.1 ci-dessus. Les frais de ces vérifications sont à la charge de l'Entreprise.

6.3.3 Autres essais et vérifications des matériaux et produits

Par dérogation à l'article 38 du C.C.A.G., le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre, peuvent décider de faire exécuter des essais et des vérifications en sus de ceux définis au marché, soit en cours d'exécution, soit à la réception des travaux.

Si le résultat de ces essais et vérifications est défavorable à l'Entrepreneur, il en supporte le coût. Dans le cas contraire, le Maître d'Ouvrage en supporte le coût.

6.4 Prise en charge – Manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage

Sans objet.

6.5 Fiabilité des ouvrages et matériels au jour fixe pour la réception

Tous les composants entrant dans la composition des ouvrages et matériels de l'opération doivent offrir, au jour fixé pour la réception, une fiabilité égale à celle que ses composants ont à l'état de neuf (y compris les composants ayant été utilisés pour la bonne marche du chantier).

Toutefois, l'usure due aux essais et vérifications prescrits au marché n'entraîne pas l'obligation de remplacement du composant ou de la partie du composant ayant subi lesdits essais ou vérifications, mais au minimum la remise en état et le nettoyage.

ARTICLE 7. PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.1 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

7.1.1 Période de préparation

Les éléments dus pendant la période de préparation sont décrits au CCTP.

7.1.2 Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux – Vérifications préalables

L'Entrepreneur est réputé avoir, avant la remise de son offre :

- 1) Pris pleine connaissance des lieux, des services, des contraintes d'accès et de fonctionnement ; apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature et de leur importance. L'Entrepreneur est réputé avoir apprécié la complexité du projet. Tous les documents du D.C.E. sont à la disposition de l'Entrepreneur durant la consultation des entreprises pour lui permettre d'apprécier ces paramètres.
- 2) Procédé à une visite détaillée du site, et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 24 sur 30

communication et de transport, stockage des matériaux, ressources en main-d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.).

- 3) Contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises notamment celles données par les plans et le C.C.T.P., s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du maître d'œuvre.

La responsabilité de l'Entrepreneur vis-à-vis du Maître d'Ouvrage reste entière, conformément aux engagements qu'il a souscrits ainsi qu'aux règles de l'art qu'il doit respecter dans tous les cas, sans prétendre à un supplément.

7.2 Plans d'exécution – Etudes de détails – Etude de synthèse

7.2.1 Généralités

Les plans d'exécution accompagnés des notes de calculs et toutes les justifications nécessaires seront soumis au visa du bureau de contrôle technique pour ce qui concerne ses missions.

Les plans d'exécution et autres documents d'exécution font partie des obligations de l'entreprise au même titre que l'exécution de leurs travaux. Les retards dans la fourniture et l'établissement de ces plans feront l'objet des pénalités prévues à l'article 4.3.2 ci-avant, que ces retards soient dus :

- à la non présentation du document ;
- au refus de visa du Maître d'œuvre ou du visa du contrôleur technique pour insuffisance d'études.

L'entrepreneur doit remettre dans la période de préparation, sous 10 jours calendaires la liste prévisionnelle de ses plans et documents d'exécution accompagnée de leur date prévisionnelle d'édition.

Tous ces documents établis par l'Entrepreneur sont soumis à l'approbation de la Maîtrise d'Œuvre.

7.2.2 Elaboration des plans d'exécution

C'est dans le cadre des dispositions décrites ci-dessus que seront réalisées la coordination des études et l'élaboration des plans d'exécution et de tous les documents nécessaires à l'exécution des travaux (l'ensemble étant désigné par la suite par le terme général de « plans d'exécution »).

L'Entrepreneur est responsable et chargé de l'élaboration des plans d'exécution de ses ouvrages.

7.3 Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

L'entreprise fera application des conventions collectives du bâtiment, de toute réglementation sociale locale en vigueur, et du règlement intérieur de l'établissement sans pouvoir élever aucune réclamation pour ce motif.

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proposition maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires, par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie, employés sur le chantier, sera conforme à la législation en vigueur.

7.3.1 Dommages causes aux voies publiques et privées

Par dérogation à l'article 34.1 du C.C.A.G., les contributions ou réparations éventuellement dues par les dégradations causées aux voies publiques, semi-publiques /ou privées (chaussées et trottoirs) par des transports routiers ou des circulations d'engins (exceptionnels ou non) sont entièrement à la charge de l'Entrepreneur responsable des dégradations.

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 25 sur 30

7.4 Autorisations

A l'exception du permis de démolir et par dérogation à l'article 31.3 du C.C.A.G., c'est l'Entrepreneur qui fait son affaire des démarches nécessaires à l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet de son marché.

L'Entrepreneur fait son affaire auprès des administrations et services compétents de toutes démarches, autorisations, enquêtes et autres interventions ayant trait au chantier.

7.5 Echantillons - Prototypes

Sans objet.

7.6 Réunions

7.6.1 Réunions de chantier « maître d'œuvre »

Elles ont lieu selon le cadencement défini par la maîtrise d'œuvre qui pourra être d'une réunion par semaine. L'Entrepreneur est tenu d'y assister, personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le Maître d'œuvre et ayant tout pouvoir de décision, pendant la ou les périodes de ses interventions sur le chantier ainsi que chaque fois qu'il y a été spécialement convoqué.

En cas d'entreprises groupées le mandataire représente le groupement.

Les entreprises co-traitantes sont représentées dans le cadre du marché, si nécessaire sur convocation de la Maîtrise d'œuvre.

Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de la pénalité fixée au 4.3.2 ci-avant et mention de cette absence est portée au procès-verbal de réunion.

Ces réunions de chantier devront notamment permettre de faire le point de l'avancement des travaux, des résultats acquis au cours des réunions d'études et des problèmes à porter à la connaissance des différentes entreprises, maître d'ouvrage, maître d'œuvre et bureau de contrôle technique.

A chaque réunion de chantier, il sera établi par la MOE, pour chaque réunion les concernant, un procès-verbal sur lequel seront consignés, en outre, l'accord général des parties sur le procès-verbal précédent les observations résultant des réunions d'études et de coordination ainsi que des visites de chantier, ainsi que l'état général d'avancement des études et des travaux par rapport au calendrier des études et travaux. Ce document aura toute valeur en cas de contestation ou de litige sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

7.6.2 Visites de chantier

Elles ont lieu à l'initiative de la MOE aux jours et heures fixés et précèdent généralement les réunions de chantier.

L'entrepreneur convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le maître d'œuvre et ayant tout pouvoir de décision. La MOE se réserve la possibilité d'exiger et d'obtenir la présence d'un représentant qualifié d'un co-traitant ou sous-traitant spécifique. Toute absence non autorisée est sanctionnée par l'application de la pénalité fixée en 4.3.2 ci-avant. Ces visites ont pour but la vérification des matériaux et de leur mise en œuvre, l'inspection des ouvrages et installations, la constatation de l'avancement des travaux, l'étude sur place de tous les problèmes qui se posent. Les observations constatées au cours de ces visites seront jointes au compte rendu de la réunion de chantier, suivant la visite.

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 26 sur 30

7.7 Recours, contraventions, amendes

L'Entrepreneur garantit le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'œuvre contre tous recours, contraventions, amendes qui pourraient s'exercer contre eux du fait de la non observation par l'Entrepreneur du droit des tiers ainsi que des règles de sécurité, d'hygiène et de police.

Les sommes correspondantes seront répercutées aux responsables.

ARTICLE 8. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

8.1 Essais et contrôle des ouvrages

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages sont prévus par les fascicules des C.C.T.G. et/ou des C.C.T.P.

Les dispositions du 3 de l'article 24 du CCAG et de l'article 6.3 du présent CCAP relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché et ce dans les conditions de l'article 6.3.3. ci-avant.

8.2 Réception

8.2.1 Généralités

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG. Au cas où des travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

8.2.2 Dispositions particulières

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, définis aux CCTP, lorsque :

- les épreuves ne doivent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remises des ouvrages ;
- les épreuves, ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année ;
- sont prévues des performances ou des rendements fixés au préalable avec éventuellement des sanctions ou des bonifications financières en fonction des résultats obtenus.

La réception des ouvrages sera prononcée, conformément à l'article 1792.6 du Code Civil et dans les conditions des articles 41 et 42 du C.C.A.G en tenant compte des dispositions particulières suivantes :

Le courrier de demande de réception de l'entrepreneur devra être accompagné du dossier des plans à jour à la fin des travaux y compris travaux supplémentaires éventuels, des fiches d'essais et des résultats exhaustifs des auto-contrôles ou réglages auxquels l'entreprise doit avoir procédé pour proposer ses ouvrages aux visites préalables à la réception.

En dérogation à l'article 41.6 du C.C.A.G., l'entrepreneur dispose d'un délai de un mois au maximum pour remédier aux imperfections et malfaçons indiquées dans le procès-verbal et appelées réserves.

Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage pourra faire exécuter ces travaux aux frais, risques et périls de l'entrepreneur défaillant, de plein droit et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable.

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 27 sur 30

Indépendamment des mesures coercitives prévues, le Maître d'Ouvrage appliquera les pénalités de retard prévues ci-avant, si les dates ci-dessus ne sont pas respectées.

8.3 Levée des réserves

Le délai fixé à l'Entrepreneur pour remédier aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves assorties à la réception et/ou constatées pendant le délai de garantie est d'un mois.

8.4 Documents fournis après exécution

Les éléments à transmettre à la maîtrise d'œuvre et à la maîtrise d'ouvrage sont référencés aux CCTP.

8.5 Délai de garanties

Les périodes de garantie prévues à l'article 1792 du Code Civil ont pour point de départ la date de prise d'effet de la réception.

Elles courent depuis cette date, pendant :

- Un an pour la garantie de parfait achèvement (GPA)

Ces garanties imposées engagent l'entrepreneur pendant le délai fixé, à effectuer, sur simple demande du maître d'ouvrage, ou du Maître d'œuvre, toutes les recherches, réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution des travaux.

8.6 Assurances et garanties

Le titulaire est seul responsable des dommages que l'exécution des travaux peut causer directement ou indirectement :

- A son personnel ou à des tiers ;
- A ses biens, aux biens appartenant au Maître d'Ouvrage ou à un tiers.

Le titulaire devra souscrire à une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et décennale et d'une assurance spéciale couvrant les risques existants pendant toute la durée du chantier et qui garantira, avec renonciation au recours, le maître d'Ouvrage et le Maître d'oeuvre contre tout recours des voisins.

Toutes dégradations de son fait causées aux ouvrages publics ou privés, devront être réparées par le titulaire sans recours possible.

En application du décret n°2016-835 du 24 juin 2016, publié au journal officiel le 26 juin 2016, les entreprises de forage géothermique devront être couvertes par une assurance destinée à réparer tout dommage immobilier ou tout ensemble de dommages immobiliers causés à des tiers. Aussi, l'entreprise de forage devra justifier que son contrat d'assurance respecte bien les prescriptions du présent décret notamment vis-à-vis du plafond de garanties.

8.6.1 Garantie de parfait achèvement d'un an

Pendant une année à dater du jour de prise d'effet de la réception des ouvrages avec ou sans réserve, l'entrepreneur devra garantir le parfait achèvement par application de la loi du 4 janvier 1978. Lors de cette garantie, l'entrepreneur doit la réparation de tout désordre, malfaçon, omission ou imperfection et inachèvement pouvant apparaître après la réception des travaux. A défaut d'exécution dans le délai susvisé, le Maître d'Ouvrage adressera une mise en demeure à intervenir à l'entreprise défaillante, sous un délai de 10 jours calendaires maximum. Si la mise en demeure à intervenir reste sans effet, le Maître d'Ouvrage pourra alors faire exécuter les travaux aux frais de l'entreprise défaillante dans le cadre de l'assurance dommage ouvrage

8.6.2 Garantie décennale

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 28 sur 30

La garantie décennale couvre les travaux, les fournitures et les prestations visés aux articles 1792, 1792.2 et 2270 du Code Civil. Pour rappel, l'entreprise devra prévoir un démarrage de sa garantie décennale à compter de la livraison finale du bâtiment.

8.6.3 Attestation d'assurance

Les attestations d'assurance devront être :

- jointes à l'offre ;
- adressées à tout moment de l'exécution de l'ouvrage : faute de respecter cette formalité, le marché de l'intervenant pourra être résilié de plein droit à ses torts exclusifs.

Les attestations produites devront être datées de moins de trois mois et émaner de la Compagnie d'Assurance elle-même. Elles devront comporter mention que l'assuré est à jour de ses primes.

Ces attestations devront préciser outre l'identité de la compagnie d'assurances, le numéro de la ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risque, le montant des franchises et elle devra faire état d'une reconnaissance de l'Entrepreneur à l'Assureur du droit à notifier au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre, tous faits de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties de cette police d'assurance.

L'attestation d'assurance décennale devra être nominative au chantier, comporter le montant des garanties complémentaires, abroger la règle proportionnelle éventuelle des capitaux, et comporter la mention des lots et activités garantis.

L'attestation d'assurance de Responsabilité Décennale devra être valable à la date de la DROC.

L'attestation d'assurance Responsabilité Civile devra être valable pendant toute la durée des travaux.

Les attestations d'assurance de ses co-traitants et sous-traitants seront produites par l'entrepreneur titulaire à l'appui de toute demande d'agrément par le Maître d'Ouvrage, et l'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance en vigueur de ses co-traitants et sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur devra prévenir le Maître d'Ouvrage de toutes modifications dans ses qualifications ou ses polices d'assurance.

Tout règlement pourra être différé si l'entrepreneur ne fournit pas les justifications demandées.

Le règlement du solde est soumis à la présentation des certificats d'assurance conformes.

ARTICLE 9. RESILIATION

Les dispositions prévues par les articles 49 et 50 du C.C.A.G. Travaux s'appliquent.

ARTICLE 10. LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

AP-HP	Consultation n°25-046	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 7/2/25	Page 29 sur 30

ARTICLE 11. DEROGATION AU CCAG TRAVAUX

Toutes les dispositions du présent C.C.A.P dérogeant au CCAG travaux sont applicables au marché sans nécessité d'être mentionnées au présent article.

A titre d'information :

Articles du CCAP	Articles du CCAG auquel l'article du CCAP déroge
2.1	4.1
3.2.1	31.3
	34.1
	8.1
3.2.3.2	16.1
3.2.3.3	15.2.2
	15.3
	15
3.2.4.2	13
4.4	20
4.4.1.1	20.1
4.5	40
6.3.3	38
7.4.5	34.1
7.6	31.3
8.2.3	41.6

ARTICLE 12. VISAS

Lu et accepté par l'entreprise, le
(Mention « lu et accepté » ; visa et cachet)